

Lausanne, le 12 décembre 2025

Communiqué de presse du PLR Vaud

Budget 2026

Un retrait constraint sans stratégie

Le PLR Vaud déplore les annonces du Conseil d'État relatives au budget 2026. Elles interviennent certes dans un contexte de fortes pressions politiques et syndicales, qui ont profondément perturbé des débats démocratiques et institutionnels. Notre parti rappelle que la crédibilité budgétaire repose sur des choix assumés, planifiés et évalués — non sur des ajustements improvisés sous la pression.

Depuis plusieurs semaines, la gauche et certaines organisations syndicales ont choisi la voie de la confrontation, de la menace et de l'enlisement, en tentant d'imposer leurs revendications par la rue plutôt que par le débat parlementaire.

Le PLR Vaud le dit clairement : le budget de l'État ne se décide ni sous la contrainte, ni sous la pression de la grève, mais dans le cadre des institutions démocratiques. Le recours à la mobilisation perpétuelle comme instrument de chantage budgétaire est incompatible avec le respect de l'État de droit et du fonctionnement normal des pouvoirs publics. Par ailleurs, des propos outranciers, calomnieux et violents ont été portés lors des débats aussi bien à l'égard du Conseil d'État que de la droite.

L'enlisement budgétaire tel qu'opté par la gauche durant les quatre dernières journées de débats n'est pas compatible avec la responsabilité d'avoir un budget avant la fin de l'année. Les probables menaces de rupture de collégialité au sein d'un gouvernement ne sont pas non plus respectueuses lorsqu'intervient le deuxième débat.

Des économies annoncées sans cap clair ni crédibilité

Malgré ce climat tendu et attisé par la gauche, le PLR Vaud a obtenu, lors du premier débat, des résultats concrets et essentiels pour préserver les finances du canton :

- Aucun report de charges sur les communes,
- Aucune nouvelle ponction pour les entreprises,
- Refus de nombreux amendements, qui auraient encore aggravé le déficit et alourdi les charges de l'État.

Le PLR Vaud imaginait même faire un effort sur la contribution de crise en élargissant le nombre de classes exemptées. En supprimant la contribution de crise, présentée par le collège gouvernemental en septembre, dont les deux Conseillères d'État socialistes, le Conseil d'État fait un revirement incompréhensible.

Le Conseil d'État affirme maintenir ses objectifs d'économies en matière de personnel, tout en remplaçant une mesure explicite par une série d'annonces générales : non-renouvellement de postes, délais de carence, optimisations diverses, mobilité interne.

Ces propositions, non documentées, non chiffrées et non hiérarchisées, soulèvent de sérieuses questions quant à leur faisabilité et à leur impact réel. Le PLR Vaud rappelle que la crédibilité budgétaire repose sur des choix assumés, planifiés et évalués — non sur des ajustements improvisés sous la pression.

Céder à des logiques de blocage crée un précédent dangereux : celui où la pression syndicale prime sur la responsabilité politique, et où chaque réforme devient impossible dès lors qu'elle touche à des intérêts particuliers.

Dans ce nouveau contexte, le PLR Vaud compte se positionner, de concert avec l'ensemble de ses députés PLR et en concertation avec ses alliés, sur l'adoption ou le refus de ce budget 2026.

Contacts :

Florence Bettschart-Narbel, présidente du PLR Vaud, députée, 076 347 08 87
Nicolas Suter, chef du groupe PLR au Grand Conseil, député, 076 559 00 71